Dans les médias occidentaux, Viktor Orbán continue à avoir mauvaise presse. La présidence européenne hongroise terminée, on aurait pu croire que les projecteurs allaient se détourner de la Hongrie, mais pour l'instant, il n'en est encore rien.

Le début de la présidence avait été mouvementé à cause de la loi sur les médias et la fin de la présidence l'est également avec la Constitution adoptée en avril. Viktor Orbán a de nouveau croisé le fer avec les eurodéputés la semaine dernière à Strasbourg.

Dans un des rôles que les Hongrois aiment le plus – seuls contre tous – le chef du gouvernement a répété un de ses discours préférés dans un de ses rôles favoris : «*Je défendrai toujours la Hongrie contre les remarques et critiques, de Bruxelles ou d'ailleurs. Aucun gouvernement, aucun pays n'a le droit de dire quelle doit être la Constitution hongroise. C'est au peuple hongrois d'en décider. […] Vous n'avez pas la possibilité de nous dire ce que nous devons dire. La Hongrie n'est pas subordonnée à Bruxelles, Bruxelles n'est pas le centre de commandement de la Hongrie*», etc, etc…

Ce décalage calendaire s'explique par le fait que la Commission de Venise, organe du Conseil de l'Europe sollicitée pour donner son avis sur la nouvelle Constitution hongroise, n'a rendu son avis que fin juin. Cette dernière a relevé ce qu'elle estime être des problèmes juridiques à revoir. De son côté, Budapest a rejeté les recommandations de la Commission de Venise, entraînant l'approbation d'une résolution par les députés européens pour obliger Viktor Orbán à changer de position, mais tout en ne remettant pas en cause directement la dite Constitution. Ceux-ci s'interrogent seulement sur le caractère démocratique et sa conformité avec les valeurs européennes.

Tout cela tient pour le moment de la rhétorique car on ne voit pas très bien comment les eurodéputés auraient les moyens d'entraîner des modifications dans la rédaction d'une Constitution nationale. Les échanges ont été houleux et n'ont évidemment aboutis à rien, chacun campant sur ses positions.

A contrario, l'un ne semblant pas empêcher l'autre, la même assemblée a reconnu un bilan de la présidence hongroise positif. Compliqué non ? Les députés européens savent-ils faire la part des choses ou se doivent-ils eux aussi, d'encourager l'action européenne inconditionnellement ?

Bon départ pour la Pologne

Laissons pour l'heure les polémiques entre la Hongrie et le parlement européen et intéressons-nous à la nouvelle présidence polonaise qui semble bien démarrer et pour laquelle, les médias occidentaux semblent très favorables, contrastant avec ce que l'on a pu lire sur la Hongrie.

La Pologne qui ne pourra faire autrement que mieux pendant les six mois qui viennent, affichent de grandes ambitions et veut laisser son empreinte. Contrairement à Viktor Orban, Donald Tusk, son homologue polonais a la réputation d'être un euro-enthousiaste. Une première victoire : pouvoir participer aux discussions de l'eurogroupe présidé par le vétéran Jean-Claude Juncker qui a fait des difficultés à accepter la Pologne en son sein. En effet, celle-ci préside le Conseil de l'Union

européenne et un des dossiers prioritaires est la crise de la dette et celle d'Athènes en priorité. Varsovie a donc estimé qu'elle ne pouvait pas aider à la résolution du problème sans participer aux débats, ce qui n'est pas faux.

Quant à ses relations avec le parlement européen, elles semblent excellentes pour l'instant. Ne se sont-ils pas retrouvés sur leur refus d'augmenter le taux de réduction des émissions de CO 2 que certains envisageaient de faire passer de 20 à 30% ? Varsovie confirme ainsi que sa présidence ne s'intéressera pas aux questions environnementales. On attend donc du député européen écologiste Cohn-Bendit si virulent contre Viktor Orban, une réaction.

[audio:https://test.courrierdeuropecentrale.fr/wp-content/uploads/2011/07/hulala-110711.mp3]

Ecouter la version audio de la chronique

Les précédentes chroniques de Cécile Vrain :

- Otto de Habsbourg, celui qui aurait pu être roi
- La Hongrie ouvre l'Europe centrale à la Chine
- Présidence de l'UE : un bilan controversé
- L'Union européenne ouvre ses portes à la Croatie
- Le dilemme politico-économique biélorusse et les enjeux électoraux en Lettonie et en Macédoine
- Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE
- Les conséquences de l'affaire DSK en Europe
- Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne